

6 Suisse

Quand l'Europe se moquait des épidémies

CORONAVIRUS La grippe de 1968 a fait un million de morts, dans l'indifférence générale. Comment et pourquoi, à cinquante ans d'écart, la société réagit-elle de manière diamétralement opposée devant le danger épidémique?

LAURE LUGON ZUGRAVU
@LaureLugon

1969. L'Europe a les yeux rivés sur la guerre du Vietnam, la catastrophe du Biafra, les soubresauts de Mai 68, les premiers pas de l'homme sur la Lune. Tout à la frénésie des Trente Glorieuses, le Vieux-Continent ne saurait laisser un virus venir gâcher l'ambiance. Il détourne donc le regard des hôpitaux et leur lot de misères. Pourtant, ceux-ci comptent les morts. La faute à la grippe de Hongkong, aussi appelée grippe de 68, l'année où elle apparaît en Asie. Fin 1968, le virus débarque aux États-Unis, faisant plus de 50 000 victimes en trois mois. Début 1969, il s'invite en Europe, observe une pause estivale avant de provoquer une hécatombe au tournant 1969-1970: 35 000 morts en France en deux mois. Il n'épargne pas la Grande-Bretagne et franchit même le Rideau de fer.

Cité par le quotidien *Libération* dans un article rédigé en 2005, un médecin n'écrit pas: «Les gens arrivaient en brancard, dans un état catastrophique. Ils mouraient d'hémorragie pulmonaire, les lèvres cyanosées, tout gris. On n'avait pas le temps de sortir les morts. On les entassait dans une salle au fond du service de réanimation. Et on les évacuait quand on pouvait, dans la journée, le soir.»

«Le dernier cadeau de Noël»

La grippe de 68 tue environ un million de personnes, selon les estimations de l'OMS et se hisse ainsi sur le podium macabre des gripes du XXe siècle les plus assassines, après la «grippe espagnole» (20 à 40 millions de morts en 1918-1920) et la «grippe asiatique» (2 millions de morts en 1957).

Pourtant, ni les autorités, ni le public, ni les médias ne s'en soucient. Bien au contraire, le ton est léger, voire folâtre: «Un présentateur d'un journal télévisé parle de la grippe de 68 comme du dernier cadeau de Noël qui fait des millions de malades et quelques morts», raconte

Bernardino Fantini, historien de la médecine. La presse ne fait pas exception.

Des réactions à l'extrême inverse de celles d'aujourd'hui, où l'actualité est disséquée, relayée, parfois broyée dans la machine aux mensonges des réseaux sociaux. Autant de facteurs anxiogènes qui n'existaient pas en 1969. Georges, un Valaisan de 78 ans, se souvient: «Nous n'avions aucune recommandation particulière et pas de statistiques sur le nombre de morts de la part des autorités. C'était le beau temps où même les dangers imminents passaient inaperçus pour le commun des mortels.»

«Dans les années 1990 est apparu un cynisme consistant à prétendre qu'une partie de l'humanité pourrait disparaître sans dommages»

DOMINIQUE BOURG, PHILOSOPHE ET PROFESSEUR HONORAIRE À L'UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

Comment expliquer une telle transformation sociale en l'espace de cinquante ans, où l'on passe de l'insouciance à la terreur collective? Certes, il s'agit d'une grippe virulente et non d'un virus inconnu, et sa vitesse de propagation était moindre. Mais ces deux épisodes révèlent tout de même des changements profonds, touchant à notre rapport à la mort, à la maîtrise, à l'individualisme: «Ce changement d'attitude sociale est d'abord lié à l'espérance de vie, explique Bernardino Fantini. A l'époque, les plus de 65 ans étaient considérés comme des survivants de la mortalité naturelle. Alors qu'aujourd'hui, même la mort des personnes âgées est devenue un scandale.»



La grippe de Hongkong, apparue en Asie en 1968, s'est propagée aux États-Unis, où elle a fait 50 000 morts, avant de gagner l'Europe au tournant des années 1969-1970. Rien qu'en France, le bilan s'éleva à 35 000 décès en deux mois. (BETTMANN/GETTY IMAGES)

Car avec l'individualisme progressent les droits fondamentaux: «Le droit à la santé, affirmé en 1948 par l'OMS, a gagné ce statut dans les consciences dans les années 1980, poursuit l'historien. Res senti comme un droit personnel, il doit par conséquent être assuré par l'Etat. Alors que, dans les siècles précédents, la mort était acceptée: on mourait à la guerre, on mourait pour Dieu, personne n'y trouvait à redire.»

Tout au plus l'être humain cherchait-il les causes des maladies. Bernardino Fantini a répertorié les différentes causes avancées par nos ancêtres du Moyen Âge pour expliquer la peste noire: la punition divine, bien sûr, mais aussi les astres – une mauvaise conjonction de Mars et de Vénus –, les zones putrides, la vengeance d'ennemis, le contact avec les animaux, qui va d'ailleurs déboucher sur la persécution des chats. Mais en dépit de la recherche de coupables, le fatalisme reste un refuge.

Les Lumières éteignent le fatalisme

Celui-ci commence à décliner avec les Lumières, reléguant Dieu et la providence: «La querelle entre Rousseau et Voltaire à propos du tremblement de terre de Lisbonne est révélatrice, rappelle Dominique Bourg, philosophe et professeur honoraire à l'Université de Lausanne. Rousseau, en refusant le fatalisme, préfigure la modernité. Celle-ci s'installe définitivement dans la société occidentale de l'après-guerre.»

Le mouvement amorcé est aussi soutenu par l'avènement des antibiotiques,

après la Deuxième Guerre mondiale: «Auparavant, la tuberculose et d'autres maladies étaient considérées comme une fatalité, car incurables, explique Bernardino Fantini. La variole lors des épidémies tuait deux enfants sur cinq. La mort frappait à n'importe quel âge.»

En quelques années, la perspective change de tout au tout. On passe de la résignation à l'excès de confiance. Le moment charnière est l'année 1979, où l'OMS déclare la variole éradiquée. Désormais, l'humain se sent capable de vaincre les maladies. Une profession de foi que le VIH va mettre à mal, puis Ebola. Le coronavirus est le dernier clou planté dans le cercueil de cette illusion.

Pour autant, la société refuse de repenser son rapport à la mort. «Après la guerre, avec la disparition de la mortalité infantile et la progression du confort, l'Occident développe petit à petit l'idée d'un capital d'existence garanti, explique Dominique Bourg. On pense que seule l'incertitude d'autrui peut vous amener à ruiner ce capital.»

D'où les réactions gouvernementales très fortes qui imposent le confinement. Est-il la conséquence d'un impératif inédit dans l'histoire de l'humanité: sauver tout le monde? Critique sur le libéralisme, le philosophe en doute et prévient: «Dans les années 1990 est aussi apparu un cynisme consistant à prétendre qu'une partie de l'humanité pourrait disparaître sans dommages. Le néolibéralisme, c'est le darwinisme total. Si la vague néolibérale et populiste s'étend, cette vision pourrait prévaloir d'ici à quelques années.»

On n'en est pas encore là. Mais déjà, des voix se font entendre pour assurer que les conséquences de l'effondrement économique seront plus mortifères que le virus.

Ambition quasi prométhéenne

Professeur de philosophie dans un gymnase vaudois et libéral, Enzo Santacroce, lui, voit dans le confinement une ambition quasi prométhéenne: «Ces mesures de prudence résultent d'un orgueil à rester maître, à vouloir éradiquer la mort et la souffrance de la condition humaine, des réalités aujourd'hui intolérables, mais qui l'étaient encore en 1968.» Même si, pour cela, il faut mettre l'économie en veille, comme en manière de pénitence.

C'est d'autant plus difficile au siècle de «l'euphorie perpétuelle», une thèse de Pascal Bruckner rappelée par le professeur: «Notre époque ne supporte plus ni l'échec, ni l'offense, ni les obstacles. Des Lumières, qui pensaient que le bonheur sur terre était possible, on est passé à l'impératif d'être heureux. Le coronavirus est un coup du sort vécu comme une offense.»

On sent en effet qu'au souci sanitaire vient s'ajouter une anxiété plus profonde, issue peut-être de cette menace sur un bonheur qu'on croyait acquis. «Il faut alors se souvenir, avec Blaise Pascal, qu'il y a de la grandeur à reconnaître qu'on est petit, et que la menace peut aussi conduire à trouver les ressources», conclut Enzo Santacroce. D'une illusion contemporaine qui s'achève pourrait resurgir une réponse philosophique trop vite oubliée. ■

Un plan de sauvetage pour l'aviation

CRISE ÉCONOMIQUE Une task force examine la situation particulière de Swiss, des aéroports et d'autres sociétés actives dans le domaine aéronautique. Un plan de soutien de plusieurs milliards est en discussion

BERNARD WUTHRICH
@BdWuthrich

Malgré les aides fédérales, les petites entreprises sont nombreuses à connaître la crise. Les témoignages critiques de patrons de PME, de restaurateurs, d'indépendants, de maraîchers, de producteurs de plants et de semences se multiplient. Soit parce que ces petits entrepreneurs craignent déjà de ne pas parvenir à rembourser leurs prêts bancaires dans les délais. Soit parce qu'ils n'ont pas accès aux allocations pour perte de gain (APG) alors que, de fait, les décisions fédérales ne leur per-

mettent plus de travailler. Soit parce qu'ils se sentent victimes d'une stratégie qui favorise les supermarchés au détriment des petits producteurs locaux. «Les décisions du Conseil fédéral sont arbitraires», dénoncent en chœur une indépendante et le patron d'une petite société anonyme industrielle.

Élément central du tissu économique suisse, les PME ne sont pas les seules à attendre une action plus cohérente du gouvernement. Comme l'a indiqué vendredi le chef du Département fédéral des finances, Ueli Maurer, des sociétés plus grandes espèrent elles aussi bénéficier d'un crédit-relais.

Risque systémique

La limite étant fixée à 20 millions de francs par cas, mais au maximum 10% du chiffre d'affaires, les dossiers de ces entreprises doivent faire l'objet d'un

examen beaucoup plus approfondi. «En principe, les actionnaires portent la responsabilité économique de ces sociétés. Toutefois, la Confédération doit se demander dans chaque cas s'il existe un risque systémique pour l'infrastructure du pays», a ajouté Ueli Maurer, sans donner davantage de détails.

Entre 3 et 5 milliards

Cette petite phrase cible spécifiquement l'infrastructure aéronautique. Un groupe de travail interne à l'administration fédérale a été mis sur pied pour analyser ce cas particulier, a révélé le ministre des Finances. Cela concerne la compagnie Swiss, mais aussi EasyJet, les aéroports, brutalement mis au repos forcés par la crise sanitaire, ainsi que les sociétés Gate Gourmet, SR Technics et Swissport. L'Office fédéral de l'aviation civile (OFAC) et l'Administration fédé-

rale des finances (AFF) sont à la manœuvre.

Les opérations doivent cependant être coordonnées avec l'Allemagne, l'Autriche et la Belgique, partenaires au sein du groupe Lufthansa auquel appartient Swiss. Selon la *SonntagsZeitung*, le maintien de l'infrastructure aéronautique pourrait nécessiter une injection financière de l'ordre de 3 à 5 milliards de francs. Ueli Maurer a précisé que le Conseil fédéral se pencherait sur ce dossier lors de l'une de ses prochaines séances, peut-être ce mercredi.

Il est encore difficile de dire sous quelle forme une aide de l'Etat pourrait se concrétiser. La *SonntagsZeitung* évoque trois pistes: participation de l'Etat au capital, crédit transitoire ou garantie de l'Etat. Le premier scénario semble le plus problématique en raison de la structure internationale du groupe Lufthansa. ■

EN BREF

Résultats du 2e tour des municipales à Genève attendus pour mardi

A Genève, 86 candidats briguent un poste lors du second tour de l'élection des exécutifs municipaux qui a eu lieu dimanche sur fond de pandémie. En raison des mesures spéciales pour le dépouillement, il faudra attendre jusqu'à mardi pour connaître les résultats. Au total, 21 communes sur 45 sont concernées par ce second tour. Parmi elles, la ville de Genève où quatre candidats sortants sur cinq ne se représentent pas. Lors du premier tour du 15 mars, les quatre candidats de gauche sont arrivés en tête, suivis d'un PLR et d'une PDC. AT5

Le cap des 20 000 personnes testées positives au coronavirus a été dépassé

Selon les chiffres communiqués par les cantons dimanche à midi, 680 personnes ont désormais trouvé la mort à cause du coronavirus en Suisse, sur un total de 20 650 cas recensés. L'Office fédéral de la santé (OFSP), qui prend en compte les chiffres recensés à 8h, le même jour, annonçait un nombre de décès sensiblement différent – 559 – sur un total de 21 100 cas. Le Tessin, le canton le plus touché, compte 177 morts et le canton de Vaud, 123. AT5